

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2754

5 novembre 2013

SOMMAIRE

Amura S.à r.l., en liquidation	132176	Q Aviation Finance Holdings S.à r.l.	132150
Anglo Securities Vancouver S.à r.l.	132178	Quintero Holding S.à r.l.	132150
Avanza S.à r.l.	132176	Realpart Invest S.A.	132149
Combeck S.à r.l.	132173	Ringo S.A., SPF	132169
De Grente Wee S. à r.l.	132192	Root Invest S.à r.l.	132158
DFS S.à r.l.	132159	Samaral S.A.	132154
Dominis Invest S.A.	132157	Samaral S.A.	132155
Fiduciaire Guillaume, S.à r.l.	132146	SANZAR Europe S.à r.l.	132154
FWP Lux Feeder Alpha S.A.	132146	S.à.r.l. Fidugec	132154
FWP Lux Feeder Beta S.A.	132147	Secured Growth Finance Opportunities	
GS Billboard Lux S.à r.l.	132147	132153
Hammaja S.A., SPF	132160	Serem S.à r.l.	132192
Haneda Holding S.à r.l.	132158	Serenity Safe S.A.	132152
Hare Investments S.à r.l.	132159	Shay Property Investments S.à r.l.	132148
Ice Cream	132164	SH Services S.A.	132151
Immo-Brouch	132163	Sicav Patrimoine Investissements	132147
International Shopping Centre Investment		Sierra de Urbasa	132148
S.A.	132161	Sinal Capital SPF S.A.	132158
Jolyco S.A.	132162	Sinal Capital SPF S.A.	132192
Licom SA	132157	Skipper Holdings II S.à r.l.	132157
LORRAINE CUISINES INTERNATIO-		Skipper Holdings S.à r.l.	132152
NAL, anc. Schleich & Conrardy	132146	SK Spice	132151
Lux. Ouvrage d'Art S.à r.l.	132154	SLB Brazil Econology Fund S.A. SICAR .	132174
Luxprima Investments S.A.	132148	Socafam & Cie	132151
Luxprima Investments S.A.	132149	Société Civile Immobilière Andama	132153
Mach II S.à r.l.	132156	Société Civile Immobilière Roeser	132153
Melfica Holding S.à r.l.	132149	Somagec S.A.	132153
M.I.O.S. S.A. (Management/Ingénierie des		Sucre Vert S.A.	132150
Organisations et des Systèmes)	132156	Terra Project S.A.	132174
Noy S.A.	132149	Trier SG S.à r.l.	132158
palero drei S.à r.l.	132155	UBS (Lux) SIF SICAV 1	132152
Pancy Sàrl	132166		
Project Bird GP ULC SCS	132150		

Fiduciaire Guillaume, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 151.493.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 12 septembre 2013 au siège social de la société

L'assemblée générale extraordinaire accepte la cession de cinquante (50) parts sociales initialement détenues par Mademoiselle Karine IWANCZUK, demeurant à AUDUN LE ROMAN (54560) 2, rue Emile Michel, au profit de la Société «FIDUCIAIRE INTERNATIONALE FINANCE EXPERTISE COMPTABLE S.A. - FIFEC SA» ayant son siège social à L.1249 LUXEMBOURG - 4-6, rue du Fort Bourbon, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 89340.

Après acceptation de la cession citée ci-dessus, le capital social se trouve détenu comme suit:

Monsieur Dominique DUBRAY	124 parts
- «FIFEC SA»	376 parts
- Total des parts composant le capital social	500 parts

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013134782/20.

(130164075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

FWP Lux Feeder Alpha S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.451.

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue Extraordinairement en date du 1^{er} Juillet 2013 que:

- Monsieur Giorgio Gretter à démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société.

- Monsieur Philippe Chossonnery, né le 25 Mai 1970 à Besançon, France et résidant professionnellement au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg est nommé en tant qu'Administrateur de la Société avec effet au 1^{er} Juillet 2013 et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2014.

Par conséquent, le Conseil d'Administration est composé comme suit:

- Nicholas Holford;

- Amundi Real Estate Luxembourg S.A.;

- Philippe Chossonnery.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 25 Septembre 2013.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013134798/22.

(130164442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

LORRAINE CUISINES INTERNATIONAL, anc. Schleich & Conrardy, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 124, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 20.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LORRAINE CUISINES INTERNATIONAL, anc. Schleich & Conrardy

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013134912/12.

(130163895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

FWP Lux Feeder Beta S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 700.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.485.

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue Extraordinairement en date du 1^{er} Juillet 2013 que:

- Monsieur Giorgio Gretter à démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société.
- Monsieur Philippe Chossonnery, né le 25 Mai 1970 à Besançon, France et résidant professionnellement au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg est nommé en tant qu'Administrateur de la Société avec effet au 1^{er} Juillet 2013 et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2014.

Par conséquent, le Conseil d'Administration est composé comme suit:

- Nicholas Holford;
- Amundi Real Estate Luxembourg S.A.;
- Philippe Chossonnery.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 25 Septembre 2013.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013134799/22.

(130164457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

GS Billboard Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.027,12.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 157.710.

Il résulte de cessions de parts sociales de la Société en date du 29 août 2013, que:

- GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P., une Cayman Exempted Limited Partnership ayant son adresse professionnelle au Ugland House, South Church Street, P.O. Box 309 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-19252, a transféré 816.399 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.;
- GS Capital Partners VI Parallel, L.P., une Delaware Limited Partnership ayant son adresse professionnelle au 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4210108, a transféré 269.902 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.;
- GS Capital Partners VI GmbH & Co.KG, une allemande Kommanditgesellschaft ayant son adresse professionnelle au 49, Friedrich-Ebert-Anlage, D-60308 Frankfurt am Main, Germany, enregistrée auprès du Handelsregister du Amtsgericht Frankfurt am Main sous le numéro HRA 43550, a transféré 34.884 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GS Billboard Lux S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013134822/24.

(130164395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sicav Patrimoine Investissements, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 54.954.

Madame Michèle Berger démissionne en date du 1^{er} septembre 2013.

Référence de publication: 2013135048/8.

(130164238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Shay Property Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 63.704.600,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 122.773.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 août 2013:

1. La démission de Monsieur Marc Daniel Chong Kan, en tant que gérant a été acceptée avec effet au 25 avril 2013.
2. La démission de Madame Agnes Csorgo, en tant que gérant a été acceptée avec effet au 25 avril 2013.
3. La démission de Monsieur Hugo Neuman, en tant que gérant a été acceptée avec effet au 2 juillet 2013.
4. La démission de Monsieur David Cullum, en tant que gérant a été acceptée avec effet au 25 avril 2013.

Suite aux résolutions qui précèdent, le conseil d'administration se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Pierre Metzler;
- Monsieur John Rockett;
- Monsieur John Wilkinson;
- Madame Ann Blackmore.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013135047/22.

(130163917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sierra de Urbasa, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.318.

Madame Michèle Berger démissionne en date du 1^{er} septembre 2013.

Référence de publication: 2013135049/8.

(130164252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Luxprima Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 133.364.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires tenue de manière extraordinaire au siège social le 09 septembre 2013:

1) L'Assemblée décide de renouveler les mandats des administrateurs de la société suivants:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- Mademoiselle Célia CERDEIRA, née le 15 décembre 1975 à Benquerença, Portugal, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire Unique de la Société devant se tenir en 2019.

2) L'Assemblée décide, également, de renouveler au poste de commissaire aux comptes, la société REVISORA S.A. (B 145.505), ayant son siège social au 60, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire Unique de la Société devant se tenir en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

LUXPRIMA INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013134920/24.

(130164117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Melfica Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 163.036.

Il résulte de cessions de parts sociales de la Société en date du 29 août 2013, que:

- GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P., une Cayman Exempted Limited Partnership ayant son adresse professionnelle au Ugland House, South Church Street, P.O. Box 309 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro MC-19252, a transféré 854.172 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.;

- GS Capital Partners VI Parallel, L.P., une Delaware Limited Partnership ayant son adresse professionnelle au 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4210108, a transféré 282.391 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.;

- GS Capital Partners VI GmbH & Co.KG, une allemande Kommanditgesellschaft ayant son adresse professionnelle au 49, Friedrich-Ebert-Anlage, D-60308 Frankfurt am Main, Germany, enregistrée auprès du Handelsregister du Amtsgericht Frankfurt am Main sous le numéro HRA 43550, a transféré 36.497 parts sociales de la Société à GS Capital Partners VI Fund, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Melfica Holding S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013134932/24.

(130164392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Luxprima Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 133.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXPRIMA INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013134917/10.

(130164113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Noy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.505.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134971/10.

(130164447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Realpart Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013135004/10.

(130164325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Q Aviation Finance Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 173.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Q Aviation Finance Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134991/11.

(130163816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Project Bird GP ULC SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 16.666.794,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 147.920.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 21 septembre 2013

L'assemblée générale a décidé de nommer la société Ernst & Young S.A., avec siège social au 7 Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, à L-5365 Munsbach, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, aux fonctions de Réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134988/14.

(130164257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Quintero Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 171.424.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 23 septembre 2013:

que Famax International Corp.. a transféré 12.500 parts sociales, ayant une valeur nominale de 1 euro chacune, à Headstart S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149993, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Désormais, l'associé unique de la Société est donc le suivant:

- Headstart S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013134993/20.

(130164297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sucre Vert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 142.144.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013135075/9.

(130163498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

SK Spice, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 174.911.

1. Il résulte d'un contrat d'apport, signé en date du 23 septembre 2013, que l'associé unique de la Société, SK Spice Holdings, a cédé la totalité de ses 20.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à Archroma Holdings GmbH, ayant son siège social à l'adresse suivante: c/o Clariant Produkte (Schweiz) AG, Neuhofstrasse 11, 4153 Reinach, Suisse.

2. Il résulte d'un second contrat d'apport, signé en date du 23 septembre 2013, que le nouvel associé unique ci-dessus, Archroma Holdings GmbH, a cédé la totalité de ses 20.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à SK Spice Group, ayant son siège social à l'adresse suivante: 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L- 1331 Luxembourg.

En conséquence, le nouvel associé unique de la Société est:

- SK Spice Group, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L- 1331 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B179897.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

SK Spice

Signature

Référence de publication: 2013135051/22.

(130164090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

SH Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3323 Bivange, 10, rue Jean Schortgen.

R.C.S. Luxembourg B 169.369.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013135046/14.

(130163817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Socafam & Cie, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 66.100.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 23 septembre 2013 a renouvelé le mandat des commissaires, membres du conseil de surveillance.

- Monsieur Xavier GREGORI, responsable commercial, demeurant Khalifa Street, Al Mazraoui Bldg, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis,

- Monsieur Aimery GREGORI, chef de chantiers, demeurant 72, rue Rambuteau, F-75001 Paris, France,

- Monsieur Serge ESCARBOUDEL, comptable, demeurant à F-31460 Le Faget, France.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Pour SOCAFAM & Cie

Société en commandite par actions

Référence de publication: 2013135054/18.

(130164144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Skipper Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 368.311,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 138.229.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2013.
Référence de publication: 2013135053/10.
(130163844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Skipper Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 368.311,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 138.229.

EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par les associés en date du 20 septembre 2013:
- KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2013.
Référence de publication: 2013135052/14.
(130163841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Serenity Safe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 115.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013135044/10.
(130164109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

UBS (Lux) SIF SICAV 1, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.437.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 05 septembre 2013

Sont réélus au Conseil d'Administration:

- Mr Robert Süttinger, président et membre du conseil d'administration, Pelikanstrasse 19, CH-8001 Zurich, Suisse, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014
 - Mr Thomas Portmann, membre du conseil d'administration, Pelikanstrasse 19, CH-8001 Zurich, Suisse, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2015
 - Mr Miles Harkness, 21 Lombard Street, EC3V 9AH, London, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2016
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 septembre 2013.

Pour UBS (LUX) SIF SICAV 1

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Benjamin Wacker / Vitali Schetle

Associate Director / Director

Référence de publication: 2013135101/20.

(130164154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

132153

Société Civile Immobilière Andama, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg E 890.

—
EXTRAIT

Les associés de la société sont:

- Madame Danielle HOFFMANN, née le 14 juin 1983 à Luxembourg, demeurant à 78, rue Tony Dutreux, L-1429 Luxembourg;
- Madame Anne HOFFMANN, née le 17 janvier 1986 à Luxembourg, demeurant à 3, bei der Kiirch, L-7670 Reuland;
- Monsieur Marc HOFFMANN, né le 13 novembre 1975 à Luxembourg, demeurant à 3, bei der Kiirch, L-7670 Reuland;
- Monsieur Jean HOFFMANN, né le 2 décembre 1943 à L-Esch-sur-Alzette, demeurant à 3, rue bei der Kiirch, L-7670 Reuland.

Son mandat est donné pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013135055/18.

(130164339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Société Civile Immobilière Roeser, Société Civile.

Siège social: L-7378 Bofferdange, 1C, rue Théodore Pescatore.

R.C.S. Luxembourg E 2.395.

—
Adresse des associés-gérants

- Madame Danielle Faber:

1A, rue Théodore Pescatore, L-7378 Bofferdange

- Monsieur Claude Kremer:

1A, rue Théodore Pescatore, L-7378 Bofferdange

Référence de publication: 2013135056/12.

(130164517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Somagec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 271, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 32.203.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013135061/12.

(130163978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Secured Growth Finance Opportunities, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 162.681.

—
La version abrégée des comptes annuels au 31 mars 2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013135041/12.

(130164373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

S.à.r.l. Fidugec, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 101.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.
Signature

Référence de publication: 2013135017/11.

(130163921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

SANZAR Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 115.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SANZAR Europe S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013135037/11.

(130164405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Samaral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 108.879.

Extrait des résolutions des actionnaires prises à Luxembourg lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 23 septembre 2013.

L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

- Les mandats de Melle Radia Taddart, né le 17 Novembre 1985, à Epinal (France), Mme Claudia Schweich, née le 1^{er} Août 1979, à Arlon (Belgique) et M. Thierry Grosjean, né le 3 Août 1975, à Metz (France), eux trois ayant leur adresse professionnelle au 14, Rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg, ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires appelant à statuer sur les comptes annuels au 31 Mars 2012.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société Kohnen & Associés S.à r.l., enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114 190, ayant son siège social au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, a été reconduit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, appelant à statuer sur les comptes annuels au 31 Mars 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Septembre 2013.

Pour Samaral S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013135036/23.

(130164324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Lux. Ouvrage d'Art S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4742 Pétange, 81A, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 99.067.

L'an deux mille treize, le six septembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

- Monsieur Adrien LOISEAU, ingénieur, demeurant au 12 allée de la Libération, F-57100 Thionville,

- Monsieur Fabien DODELLER, ingénieur, demeurant au 2bis rue des Rossignols, F-57570 Haute-Rentgen (France).
agissant en qualité d'associés de «LUX. OUVRAGE D'ART S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée suivant acte notarié en date du 13 février 2004, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 339 du 25 mars 2004, page 16231, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, section B, sous le numéro 99 067, établie et ayant son siège social au 209 rue des Romains, L-8041 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»). Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 387 du 14 février 2008.

Les comparants, prénommés, ont requis le notaire instrumentant d'acter qu'en leur capacité d'associés de la Société, elles ont pris la résolution suivante:

Résolution

Les associés ont décidé de transférer le siège social, avec effet rétroactif au 1^{er} août 2013, du 209 rue des Romains, L-8041 Bertrange au 81a rue des Jardins, L-4742 Pétange.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 2 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la société est établi dans la commune de Pétange:»

DONT ACTE, fait et passé à Belvaux, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. LOISEAU, F. DODELLER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 9 septembre 2013. Relation: EAC/2013/11628. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013134914/32.

(130164137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Samaral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 108.879.

Le bilan au 31 Mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013135035/10.

(130164222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

palero drei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 170.125.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de la société susmentionnée, né le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- palero invest S.à r.l, associé unique de la société susmentionnée enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159445 a désormais son siège social à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013135155/21.

(130165281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.

M.I.O.S. S.A. (Management/Ingénierie des Organisations et des Systèmes), Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 55.478.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue au siège social le 10 Mai 2013

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1- Réélection du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de six ans:

Sont réélus Administrateurs:

- Monsieur Philippe CHANTEREAU, Expert-comptable, né le 27 Avril 1962 à Blois, demeurant 36 Domaine Op Hals L-3376 Leudelange.

- Monsieur Bernard DURAND, consultant, né le 4 mars 1940 à Metz, demeurant 1 Rue du Docteur Lallemant F-57070 Metz.

- Madame Maryvonne DURAND-ELIEZ, directrice des ressources humaines, née le 18/10/1961 à Brest, demeurant 1 Rue du Docteur Lallemant F-57070 Metz.

Est réélue Commissaire aux Comptes

- Madame Corinne CHANTEREAU, comptable, née le 6 Août 1963 à Roubaix, demeurant 36 Domaine Op Hals L-3376 Leudelange.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes expireront à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2019.

2- Le Conseil d'Administration décide de réélire Madame Maryvonne DURAND-ELIEZ, préqualifié aux fonctions d'Administrateur-Délégué avec tous pouvoirs d'engager la société par sa seule signature.

Le mandat de l'Administrateur délégué prendra fin à l'issue de l'assemblée générale Ordinaire de 2019.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2013134922/27.

(130164010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Mach II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 177.370.

Il résulte d'un acte du notaire Léonie GRETHEN, de résidence à Luxembourg, daté du 17 septembre 2013, contenant assemblée générale extraordinaire de la société InterFact S.A.R.L., ayant son siège social à L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter, (R.C.S. Luxembourg B 82163), que lors de ladite assemblée générale, il a été notamment décidé d'augmenter le capital de la société InterFact S.A.R.L., précitée, à concurrence de sept cent quatre-vingt-quinze mille sept cents euros (EUR 795.700,-) par la création et l'émission de trente et un mille huit cent vingt-huit (31.828) nouvelles parts sociales sans valeur nominale,

- les trente et un mille huit cent vingt-huit (31.828) nouvelles parts sociales ont été souscrites par Advent Mach S.à r.l., ayant son siège social au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand-Duché de Luxembourg, (R.C.S. Luxembourg B 89.855),

toutes ces nouvelles parts sociales ont été libérées par Advent Mach S.à r.l., précitée,

par apport en nature de deux cent trente-sept mille cinq cents (237.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,- €) chacune en émission dans MACH II S.à r.l.

Il en résulte donc que InterFact S.A.R.L., ayant son siège social à L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter, (RCS Luxembourg B 82.163) est propriétaire des deux cent trente-sept mille cinq cents (237.500) parts sociales de la société MACH II S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Pour la société MACH II S.à r.l.

L. Grethen

Notaire

Référence de publication: 2013134939/27.

(130163914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

132157

Licom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5810 Hesperange, 43, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 131.306.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 19 août 2013 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des administrateurs suivants:

- COMPAGNIE IMMOBILIERE DU LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social au 43, rue de Bettembourg L-5810 Hesperange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B105.614,
- COGECO SARL, ayant son siège social au 43, rue de Bettembourg L-5810 Hesperange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B102.047,
- Monsieur Sohaile SARMAD, né le 5 juin 1972 à Uccle (Belgique), demeurant professionnellement à L-5810 Hesperange, 43, rue de Bettembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de l'administrateur-délégué Monsieur Sohaile SARMAD, né le 5 juin 1972 à Uccle (Belgique), demeurant professionnellement à L-5810 Hesperange, 43, rue de Bettembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de commissaire aux comptes de la société:

- FIDU-CONCEPT SARL, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 38.136, sise au 36, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2019.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013134910/25.

(130164333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Skipper Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 164.061.

—
EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par les associés en date du 20 septembre 2013:

- KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013135023/14.

(130163842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Dominis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 145.239.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.09.13.

Pour: DOMINIS INVEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013135323/15.

(130165086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Haneda Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 160.512.

—
EXTRAIT

IL résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 23 septembre 2013:

que Famax International Corp.. a transféré 12.500 parts sociales, ayant une valeur nominale de 1 euro chacune, à Headstart S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149993, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Désormais, l'associé unique de la Société est donc le suivant:

- Headstart S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013134828/20.

(130164296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Root Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 146.999.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013134999/12.

(130164514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sinal Capital SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 163.296.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013135020/10.

(130164278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Trier SG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.754.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012

Rectifié; 1. Dépôt de 10.06.2013 avec la référence L130092868 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25. Septembre 2013.

Référence de publication: 2013135082/12.

(130163979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

DFS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1638 Senningerberg, 94, rue du Golf.
R.C.S. Luxembourg B 155.977.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am achtzehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg,

Ist erschienen:

Herr Frank Dieter SCHUSTER, Geschäftsführer, wohnhaft in L-2210 Luxemburg, 45, boulevard Napoléon Ier, geboren in Trier, Deutschland, am 10. Oktober 1969,

handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „DFS S.à r.l.“, mit Sitz in Senningerberg, welche gegründet wurde laut notarieller Urkunde vom 16. September 2010, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C Nummer 2481 vom 17. November 2010.

Der Erschienene ersuchte den Notar folgenden Beschluss zu beurkunden:

Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst den Zweck der Gesellschaft abzuändern und Artikel zwei der Satzung dementsprechend wie folgt neuzufassen:

„ **Art. 2.** Gegenstand der Gesellschaft ist der allgemeine Handel mit Waren und Gütern sowie deren Vermittlung.

Desweiteren hat die Gesellschaft zum Gegenstand alle Operationen, welche direkt oder indirekt zum Erwerb führen von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an irgendwelchen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Sie kann ihre Aktiva verwenden für die Schaffung, Verwaltung, Entwicklung, Verwertung und Liquidation eines Portfolios, das sich aus allen Arten von Wertpapieren und Patenten zusammensetzt, sowie zum Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Einlagen, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Art und Weise. Die Gesellschaft kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder sonstwie realisieren, diese Wertpapiere und Patente auswerten, den Unternehmen, an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien gewähren.

Innerhalb dieses Aufgabenkreises ist die Gesellschaft zu allen Geschäften und Massnahmen berechtigt, die zur Erreichung dieses Zweckes notwendig und nützlich erscheinen.“

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. D. SCHUSTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2013. Relation: LAC/2013/42386.

Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 25. September 2013.

Référence de publication: 2013134712/40.

(130164185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Hare Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 179.321.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 23 septembre 2013:

- Ancienne situation associée:

Intertrust (Luxembourg) S.A.: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

La société Hare Investments Limited, ayant son siège social à KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmans, Uglan House, inscrite au registre du commerce et des sociétés des Iles Caïmans sous le numéro MC 281181: 12.500 parts sociales

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 23 septembre 2013

1. Madame Virginie DOHOGNE a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A.

2. Monsieur Douwe TERPSTRA a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

3. Le nombre des gérants a été augmenté de 2 (deux) à 3 (trois).

4. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une période indéterminée.

5. Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une période indéterminée.

6. La société Hare Investments Limited, ayant son siège social à KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmans, Ugland House, inscrite au registre du commerce et des sociétés des Iles Caïmans sous le numéro MC 281181, a été nommée comme gérante de catégorie A pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Pour avis et extrait sincères et conformes

Pour Hare Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134829/30.

(130164153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Hammaja S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.089.

L'an deux mille treize, vingt-deux août,

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Mme. Sophie Henryon, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, agissant en qualité de représentant dûment autorisé du conseil d'administration de la société "HAMMAJA S.A., SPF" (ci-après la "Société"), une société de gestion de patrimoine familial sous forme de société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.089, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée selon acte notarié établi par Me Francis KESSELER en date du 26 juin 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

en vertu d'une procuration qui lui a été donnée par une résolution prise par le conseil d'administration de la Société lors d'une réunion du 22 août 2013.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné, restera attachée au présent acte afin d'être déposée ensemble avec lui auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire d'acter les déclarations suivantes:

I. Le capital social de la Société est de trente-et-un mille euro (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

II. Conformément à l'article 7 des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital autorisé est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et le même article autorise le conseil d'administration de décider de l'augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé.

III. Lors de la réunion tenue 22 août 2013, le conseil d'administration a décidé de procéder à l'augmentation du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à un montant de trente-deux mille sept cent quarante euros (EUR 32.740,-), par l'émission de 1.740 (mille sept cent quarante) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) (les «Nouvelles Actions») avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de quinze mille six cent cinquante euros et soixante et onze centimes d'euro (EUR 15.650,71).

IV. Les Nouvelles Actions ont été souscrites et entièrement libérées et le montant de la prime d'émission correspondant à l'émission de Nouvelles Actions a été intégralement payé par un apport en nature.

V. D'après le rapport d'évaluation émis le 22 août 2013 par la société GSL Révision S.à r.l., réviseur d'entreprises agréée (le «Rapport») remis au notaire instrumentant et ci-annexé, la valeur totale de l'apport en nature s'élève à EUR 40.640,71 (quarante mille six cent quarante euro et soixante et onze centimes d'euro) dont un montant de EUR 23.250,- (vingt-trois mille deux cent cinquante euros) a été alloué à la libération aux trois quarts des actions de la Société existantes. Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des 4.064.071 actions d'Hammaja S.à r.l. à apporter ne correspond pas au moins aux 1.740 actions d'HAMMAJA S.A. d'une valeur nominale d'un euro, à émettre en contrepartie conjointement avec l'affectation de EUR 15.650,71 au compte de prime d'émission et la libération aux % des 31.000 actions déjà existantes pour EUR 23.250,-».

VI. En conséquence de cette augmentation, l'article 6.1 des Statuts doit désormais avoir la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société s'élève à trente-deux mille sept cent quarante Euros (EUR 32.740,-) représenté par trente-deux mille sept cent quarante (32.740) actions d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Déclaration

Le notaire soussigné déclare, par application de l'article 32-1 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée, qu'il a vérifié que les conditions de l'article 26 de la loi précitée ont été remplies.

Estimation des Coûts

Le montant des dépenses, coûts, rémunération et charges incombant à la Société en raison de la présente augmentation de capital sont estimés à environ mille sept cents euro.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Après que lecture ait été faite au comparant, celui-ci a signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 août 2013. Relation: EAC/2013/11107. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013134837/59.

(130163962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

International Shopping Centre Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.553.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 23 septembre 2013, que les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Réélection d'administrateur de classe B, Monsieur Jorge PEREZ LOZANO, avec effet au 23 septembre 2013, jusqu'à l'assemblée générale annuelle que se tiendra durant l'année 2014;

2. L'acceptation de la démission des administrateurs suivants avec effet au 23 septembre 2013:

2.1 Madame Sophie MELLINGER;

2.2 Monsieur Alain SCHAEDEGEN;

2.3 Monsieur Johannes ZARNITZ;

3. L'acceptation de la démission d'administrateur de classe B et président du conseil d'administration, Monsieur Bastiaan van de PUTTE, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

4. Élection des nouveaux administrateurs ci-dessous mentionnés pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle que se tiendra durant l'année 2014:

4.1 Monsieur Jean-Jacques JOSSET, né le 12 juin 1974, à St. Quentin, France, de nationalité française ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme administrateur de classe B, avec effet au 23 septembre 2013;

4.2 Madame Magdalena Cornelia de VRIES, née le 30 novembre 1972, à Berkel en Rodenrijs, Pays-Bas, de nationalité Holandaise ayant pour adresse professionnelle 97, Stationsplein, 3511ED Utrecht, Pays-Bas, comme administrateur de classe B et Présidente du conseil d'administration, avec effet au 1^{er} septembre 2013;

4.3 Monsieur Lars JUNKERMANN, né le 28 septembre 1973, à Kassel, Allemagne, de nationalité allemande, ayant pour adresse professionnelle 182, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, comme administrateur de classe A, avec effet au 23 septembre 2013;

4.4 Monsieur Dr. Felix BENEDIKT, né le 07 septembre 1973 à Kassel, Allemagne, de nationalité allemande, ayant pour adresse professionnelle 9, rue Fernand D'Huart, L-1739 Luxembourg, comme administrateur de classe A, avec effet au 23 septembre 2013;

5. En conséquence de ce que précède, il est à noter que la composition du Conseil d'Administration est la suivante:

- Monsieur Jorge PEREZ Lozano, administrateur Classe B;

- Monsieur Jean-Jacques JOSSET, administrateur Classe B;

- Monsieur Dr. Felix BENEDIKT, administrateur de classe A;

- Monsieur Lars JUNKERMANN, administrateur de classe A;

- Madame Magdalena Cornelia de VRIES, administrateur de classe B et Présidente du conseil d'administration.

6. Réélection de la société, KPMG Luxembourg S.à r.l., comme Réviseur d'Entreprises Agréé, avec effet au 23 septembre 2013, pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle que se tiendra durant l'année 2014.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

International Shopping Centre Investment S.A.
Jorge PEREZ LOZANO
Gérant B

Référence de publication: 2013134861/43.

(130164430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Jolyco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 132.095.

L'an deux mil treize, le neuf septembre.

Par-devant, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "JOLYCO S.A.", avec siège social 7a, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.095, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 11 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 30 octobre 2007, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant du 19 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2196 du 9 septembre 2013 et par acte du notaire instrumentant de ce jour portant le numéro précédent de son répertoire.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Julien Moerenhout, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Guy Decker, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Johanna FISCHMANN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Réduction du capital d'un montant de 808.000 euros pour le porter à 2.000.000 d'euros pour compenser des pertes qui n'ont pas pu être absorbées par d'autres fonds propres,,

- Modifications corrélatives aux décisions précédentes de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts.

- Questions diverses.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour publié:

- dans le "Quotidien" le 22 août 2013 et le 31 août 2013,

- dans le Mémorial, Recueil C numéro 2032 du 22 août 2013 et C numéro 2110 du 30 août 2013.

Les extraits afférents ont été mis à la disposition du bureau de l'assemblée.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

IV.- Il résulte de la liste de présence dont question ci-avant, que sur les 2.808 actions actuellement en circulation, 2.508 (89,31%) actions sont dûment représentées à la présente assemblée de sorte que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci après avoir délibéré, prend avec 2.508 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital d'un montant de HUIT CENT HUIT MILLE EUROS (808.000 EUR) pour le porter de son montant actuel au montant de DEUX MILLIONS d'EUROS (2.000.000 EUR) pour compenser des pertes qui n'ont pu être absorbées par d'autres fonds propres, et décide d'annuler huit cent huit (808) actions existantes appartenant aux actionnaires existants au prorata de leur participation dans le capital de la société.

La preuve de l'existence des pertes a été apportée à l'assemblée par un bilan de la société en date du 31 mai 2013.

Une copie du dit bilan approuvé par le conseil d'administration et le commissaire aux comptes de la société restera ci-annexé.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide en conséquence des résolutions précédentes de modifier l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Alinéa 1. Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS d'EUROS (2.000.000 EUR) représenté par deux mille (2.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ neuf cent euros (900.-EUR)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des comparants tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. MOERENHOUT, G. DECKER, J. FISCHMANN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41394. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134883/70.

(130164289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Immo-Brouch, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8140 Bridel, 101, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg E 1.745.

Les soussignés:

1. Monsieur Pierre Germain WEYDERT, commerçant, né le 18 septembre 1948 à Luxembourg, veuf de Madame Linda Josette BLAU, demeurant à L-8140 Bridel, 101, rue de Luxembourg

2. Monsieur Mathieu Pierre-Germain WEYDERT, étudiant, né le 25 novembre 1988 à Luxembourg, demeurant à L-8140 Bridel, 101, rue de Luxembourg.

Lesquels comparants déclarent qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société civile IMMO-BROUCH (ci-après la "Société"), avec siège social au 52, avenue du Bois, L-1250 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section E, sous le numéro 1745, et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société civile existe sous la dénomination de: «IMMO-BROUCH».

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de prolonger la durée de la société à une durée indéterminée et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société est constituée pour une durée indéterminée.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des parts d'intérêts et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le fonds social est deux mille quatre cent soixante-dix-huit euros et quatre-vingt-quatorze cents (EUR 2.478,94 €) représenté par cent (100) parts d'intérêts sans désignation de la valeur nominale, détenues comme suit:

1. Monsieur Pierre Germain WEYDERT, dix parts d'intérêts,	10
2. Monsieur Mathieu Pierre-Germain WEYDERT, quatre-vingt-dix parts d'intérêts	90
Total: cent parts d'intérêts	100».

132164

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social vers L-8140 Bridel, 101, rue de Luxembourg, et en conséquence de modifier l'article 9 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Son siège est établi dans la Commune de Kopstal. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision de l'assemblée générale.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale constate que les adresses des associés et du gérant sont actuellement L-8140 Bridel, 101, rue de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est close.

Signé: Pierre Germain WEYDERT, Mathieu Pierre-Germain WEYDERT.

Référence de publication: 2013134864/41.

(130163799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Ice Cream, Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 113.114.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of the month of July.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared,

DMWSL 720 LIMITED, a company registered in England and Wales with registered number 08457499 and having its registered office at Level 13, Broadgate Tower, 20 Primrose Street, London EC2A 2EW, United-Kingdom, (the "Sole Shareholder") represented by Me Maryline Esteves, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed to be filed with the registration authorities, being the Sole Shareholder of Ice Cream, a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 113.114 and incorporated on 20 December 2005 by deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number C-654 of 30 March 2006. The articles of association of the Company have been amended for the last time on 20 May 2010 by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial number C-1254 of 16 June 2010.

The Proxyholder declared and requested the notary to record that:

(A) The issued share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.) divided into twenty-four thousand eight hundred (24,800.-) shares with a nominal value of one Euro and twenty five cents (EUR1.25,-) each.

(B) The Sole Shareholder is the holder of all the twenty-four thousand eight hundred (24,800.-) shares issued by the Company so that decisions can validly be taken by the Sole Shareholder on the items of the following agenda:

1. Approval of the interim accounts for the period from 1 January 2013 to 11 July 2013;
2. Approval of the dissolution and liquidation of the Company, the appointment of a liquidator and determination of the powers of the liquidator.

Thereafter, the Sole Shareholder resolved as follows:

First resolution

The Sole Shareholder noted the interim accounts of the Company for the period from 1 January 2013 to 11 July 2013 (the "Interim Accounts"). The Sole Shareholder resolved to approve the Interim Accounts.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to dissolve and to put the Company into liquidation.

The Sole Shareholder resolved to appoint as liquidator Value Partners S.A., with registered office in Luxembourg, L-2661, 44, rue de la Vallée, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 172.950.

The fullest powers, particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended), are granted to the liquidator by the Sole Shareholder. The Sole Shareholder resolved to authorise the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the Sole Shareholder if such authorisation is required by law.

The Sole Shareholder resolved to dispense the liquidator from drawing up an inventory and it may refer to the books of the Company. The liquidator may delegate, under its responsibility, all or part of its powers to one or more proxies with respect to specific acts or deeds. The liquidator may bind the Company under its sole signature.

There being no further item on the agenda the extraordinary decision of the Sole Shareholder was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed are estimated at one thousand two hundred Euro.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

DMWSL 720 LIMITED, une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 8457499 et ayant son siège social au Level 13, Broadgate Tower, 20 Primrose Street, Londres EC2A 2EW, Royaume-Uni (l'«Actionnaire Unique») représenté par Me Maryline Esteves, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement, étant l'Actionnaire Unique de «Ice Cream», une société anonyme, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.114 (la «Société») et constituée le 20 décembre 2005 par acte de Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro C-654 du 30 mars 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 20 mai 2010 par acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial numéro C-1254 du 16 juin 2010.

Le mandataire a déclaré et requis le notaire d'acter que:

(A) Le capital social émis de la Société est de trente et un mille euros (31.000,-EUR) représenté par vingt-quatre mille huit cents (24.800,-) actions de valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25- EUR) chacune.

(B) L'Actionnaire Unique détient l'intégralité vingt-quatre mille huit cents (24.800,-) actions émises de la société de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur les points de l'ordre du jour ci-dessous:

1. Approbation des comptes intérimaires pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 11 juillet 2013;
2. Approbation de la dissolution et de la liquidation de la Société, nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

A la suite de quoi, l'Actionnaire Unique a décidé ce qui suit:

Première résolution

L'Actionnaire Unique a pris connaissance des comptes intérimaires de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 11 juillet 2013 (les «Comptes Intérimaires»).

L'Actionnaire Unique a décidé d'approuver les Comptes Intérimaires.

Seconde résolution

L'Actionnaire Unique a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

L'Actionnaire Unique a décidé de nommer en tant que liquidateur Value Partners S.A. ayant son siège social au Luxembourg, L-2661, 44, rue de la Vallée, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.950.

L'Actionnaire Unique a décidé de conférer au liquidateur les pouvoirs les plus étendus, spécialement ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle qu'amendée). L'Actionnaire Unique a décidé d'autoriser par avance le liquidateur à accomplir les actes et conclure les contrats prévus à l'article 145 de la même loi sans devoir recourir à son autorisation dans le cas où celle-ci est requise.

L'Actionnaire Unique a décidé de dispenser le liquidateur de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations ou contrats spécifiques, déléguer à un ou

plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine. Le liquidateur pourra engager la Société sous sa seule signature.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Actionnaire Unique a été clôturée.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la décision extraordinaire de l'Actionnaire Unique a été clôturée.

Coûts

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec le présent acte sont estimés à mille deux cents Euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. ESTEVES, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 15 juillet 2013. Relation: LAC/2013/32682. Reçu douze euros (EUR 12,-)

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2013134855/113.

(130164236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Pancy Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 132.091.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of September.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

THERE APPEARED:

Comp petrol Germany GmbH, a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of Germany, having its registered office at 2, Rahmhofstrasse, D-60313 Frankfurt am Main, registered with the Handelsregister under number HRB 32281 being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Pancy S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 132.091 (the Company),

represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is at Esch/Alzette, by virtue of a power of attorney given in Athens on 17 September 2013.

Which proxy, after signature ne varietur by the representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Company was incorporated on 21 September 2007, pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Decker, a notary resident in Luxembourg-Eich, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 2464 of 30 October 2007.

The Sole Shareholder resolves as follows:

First resolution

The Sole Shareholder declares that he has full knowledge of the items on the agenda and waives the requirement for convening formalities.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 12 of the articles of association of the Company (the Articles), which shall henceforth read as follows:

"The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the sole partner or, as the case may be, the partners, which sets the term of their office. The managers need not be partners. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole partner or, as the case may be, the partners. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers. The sole partner or, as the case may be, the partners may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or

several class B managers. In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

The board of managers shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

No notice is required if all members of the board of managers are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the board of managers.

A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any meeting of the board of managers.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The board of managers may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the partners have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. The resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held meeting of the board of managers, and shall bear the date of the last signature."

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the board of managers."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to create two classes of managers, i.e. class A managers and class B managers.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to reclassify the following managers:

- as class A managers of the Company with effect as from 18 September 2013 and for an indefinite period of time:

* Mr Gregor Dalrymple, born on 16 May 1960, in Edinburgh, United Kingdom, whose address is at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; and

* Ms Clare Jenner, born on 25 May 1974 in Kingston, United Kingdom, whose address is at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

- as class B managers of the Company with effect as from 18 September 2013 and for an indefinite period of time:

* Mr Emile Habayeb, born on 18 January 1955 in Beirut, Lebanon, whose address is at 111, Poseidonos Avenue GR - 16610 Glyfada, Greece; and

* Mr Tawfiq Afif Hasan Awwad, born on 25 September 1966 in Kuwait, Kuwait, whose address is at 111, Poseidonos Avenue GR - 16610 Glyfada, Greece.

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the Sole Shareholder, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Esch/Alzette, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huitième jour de septembre.

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Comp petrol Germany GmbH, une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), régie par les lois d'Allemagne, ayant son siège social à 2, Rahmhofstrasse, D-60313 Frankfurt am Main, immatriculée au Handelsregister sous le numéro HRB 32281, est l'associé unique (l'Associé Unique) de Pancy S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.091 (la Société),

représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée à Athènes le 17 septembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La Société a été constituée le 21 septembre 2007, suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eisch, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le Mémorial) numéro 2464 du 30 octobre 2007.

L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique déclare avoir pris connaissance de l'ordre du jour et renonce aux formalités de convocation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 12 des statuts de la Société (les Statuts) qui aura désormais la teneur suivante:

«La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution de l'associé unique ou, selon le cas, des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision de l'associé unique ou, selon le cas, des associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance. L'associé unique ou, selon le cas, les associés, peut/peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

Aucune convocation n'est requise si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le conseil de gérance.

Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du conseil de gérance.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition qu'un ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du conseil de gérance sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le conseil de gérance.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de créer deux catégories différents de gérants, i.e. gérants de classe A et gérants de classe B.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de reclassifier les gérants suivants:

- comme gérants de classe A de la Société avec effet à compter du 18 septembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Gregor Dalrymple, né le 16 mai 1960, à Edinburgh, Royaume-Uni, dont l'adresse est au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

* Madame Clare Jenner, née le 25 mai 1974, à Kingston, Royaume-Uni, dont l'adresse est au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- comme gérants de classe B de la Société avec effet à compter du 18 septembre 2013 et pour une durée indéterminée:

* Monsieur Emile Habayeb, né le 18 janvier 1955, à Beirut, Liban, dont l'adresse est au 111, Poseidonos Avenue GR - 16610 Glyfada, Grèce; et

* Monsieur Tawfiq Afif Hasan Awwad, né le 25 septembre 1966, à Koweït, Koweït, dont l'adresse est au 111, Poseidonos Avenue GR - 16610 Glyfada, Grèce.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la demande de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12153.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013134354/178.

(130163173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Ringo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-6850 Manternach, 18, Syrdallstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 180.315.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den elften September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FINCONSEIL S.A.", mit Sitz in L-1635 Luxemburg, 87, allée Léopold Goebel, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 44409,

hier rechtmäßig vertreten durch ihren einzelzeichnungsberechtigten Delegierten des Verwaltungsrates Herrn Raymond HENSCHEN, Maître en sciences économiques., wohnhaft in L-2241 Luxemburg, 20, rue Tony Neuman.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, die Statuten einer Aktiengesellschaft, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigt, zu beurkunden wie folgt:

Titel I. - Definitionen

„Gesetz“: bedeutet die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften;

„SPF-Gesetz“: bedeutet die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („SPF“);

„Satzungen“: bedeutet die Statuten der Gesellschaft.

Titel II. - Bezeichnung - Dauer - Sitz - Zweck

Art. 1. Unter der Bezeichnung „RINGO S.A., SPF“, (die „Gesellschaft“), besteht eine Aktiengesellschaft qualifiziert als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen im Sinne des SPF-Gesetzes, geregelt durch die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen sowie diesen Satzungen.

Art. 2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Manternach (Großherzogtum Luxemburg).

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft, beziehungsweise im Fall eines Alleinverwalters, durch Beschluss desselben, innerhalb der Grenzen der Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Zweck der Gesellschaft ist ausschließlich der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten:

- (i) Finanzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Titel III. - Kapital, Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einhundert fünfundzwanzig tausend Euro (125.000,- EUR), eingeteilt in einhundert (100) Aktien mit einem Nominalwert von je tausend zweihundertfünfzig Euro (1.250,- EUR).

Der Verwaltungsrat oder der Einzelvorstand, wie vorhanden, ist autorisiert, weitere Kapitalreserven zu bilden, wie er es von Zeit zu Zeit für notwendig erachtet (zusätzlich zu denen vom Gesetz verlangten) und er soll eingezahlte Überschüsse, welche die Gesellschaft als Aktienagio oder aus dem Verkauf von Aktien erhält, nutzen, um realisierte oder nicht realisierte Kapitalverluste aufzurechnen oder Dividenden oder andere Ausschüttungen zu zahlen.

Die Aktien werden von Investoren gehalten, welche hiernach umfassender bezeichnet sind.

Ein Investor im Sinne dieses Gesetzes ist

- a) eine natürliche Person, die im Rahmen der Verwaltung ihres Privatvermögens handelt, oder
- b) eine Vermögensstruktur, die ausschließlich im Interesse des Privatvermögens einer oder mehrerer natürlichen Personen handelt, oder
- c) eine Zwischenperson, die auf Rechnung der unter den vorgenannten Punkten a) oder b) dieses Artikels bezeichneten Investoren handelt.

Jeder Investor muss der Domizilierungsstelle oder gegebenenfalls den Geschäftsführern der SPF eine schriftliche Erklärung über seine Eignung abgeben.

Die von einer SPF ausgegebenen Wertpapiere dürfen nicht öffentlich gehandelt oder zur Notierung an einer Wertpapierbörse zugelassen werden.

Die Aktien lauten sind Inhaber oder Namensaktien, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Aktien können, auf Anfrage der Aktionäre, durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Titel IV. - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, geleitet, welche Aktionäre sein können.

Sollte die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär haben, so kann lediglich ein (1) Einzelvorstand die Geschäfte der Gesellschaft führen, unabhängig davon, ob er eine natürliche oder juristische Person ist.

Sofern in dieser Satzung nicht anders vorgesehen, sind alle Vollmachten und Kompetenzen, welche dem Verwaltungsrat zugewiesen werden, auch dem Einzelvorstand zugewiesen, sofern ein solcher gewählt wurde.

Sollte ein Vorstandsmitglied oder Einzelvorstand eine juristische Person sein, so ernennt dieser Vorstand einen permanenten Vertreter (der „Permanente Vertreter“), welcher in Luxemburg residiert.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Einzelvorstand werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, wobei die Generalversammlung die Mitglieder jederzeit abberufen kann.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds gilt als unbesetzt wenn:

- er von seinem Posten unter schriftlicher Benachrichtigung der Gesellschaft zurücktritt, oder
- seinen Posten aufgrund rechtlicher Vorschriften niederlegen muss weil es ihm durch diese Vorschriften verboten ist oder
- er als unqualifiziert gilt, diesen Posten weiterhin auszuüben;
- er zahlungsunfähig wird oder generell Absprachen oder einvernehmliche Regelungen mit seinen Gläubigern trifft, oder wenn er von seinem Posten durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre enthoben wird.

Sofern das Gesetz es erlaubt, soll jedes aktuelle oder ehemalige Mitglied des Verwaltungsrates aus dem Vermögen der Gesellschaft für jeglichen Verlust oder Haftung entschädigt werden, welche ihm aufgrund der Ausübung seines Mandats als Mitglied entstanden sind.

Art. 7. Sofern er existiert, wählt der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden trifft sich der Verwaltungsrat so oft wie es im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn ein (1) Verwaltungsratsmitglied dies verlangt.

Alle Verwaltungsratssitzungen werden in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

In dringlichen Fällen können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Auswirkungen wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Einzelvorstand sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels erbracht werden. Umlaufbeschlüsse sollen an den Sitz der Gesellschaft übersendet werden und dort aufbewahrt werden.

In dringlichen Fällen können Mitglieder des Verwaltungsrates Sitzungen auch durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln abhalten. Nimmt ein Mitglied an einer solchen Sitzung durch ein Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Ferntelekommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung besprochenen Angelegenheiten abstimmen können.

Art. 8. Der Einzelvorstand oder der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zustehen, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates oder des Einzelvorstandes.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird in allen Umständen durch die Kollektivunterschrift von zwei (2) Verwaltungsräten oder durch die alleinige Unterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates rechtmäßig verpflichtet.

Sollte lediglich ein Alleinverwalter existieren, wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des Alleinverwalters rechtlich wirksam gebunden. Ist der Alleinverwalter eine juristische Person, so soll deren Unterschrift im Einklang mit ihren Gesellschaftsdokumenten und existierenden Autorisation abgegeben werden.

Diese juristische Person, welche Einzelvorstand ist, kann den Permanenten Vertreter autorisieren, im Namen der Gesellschaft zu zeichnen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts an einen oder mehrere seiner Mitglieder, die geschäftsführenden Mitglieder, delegieren.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die Verwaltung aller Angelegenheiten der Gesellschaft oder der Angelegenheiten eines bestimmten Sachgebietes einem oder mehreren seiner Mitglieder zuweisen und für bestimmte Angelegenheiten Sondervollmachten an andere Personen erteilen, die weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat, durch seinen Vorsitzenden oder einen für diesen Zweck bevollmächtigtes Mitglied des Verwaltungsrates, oder der Einzelvorstand, falls vorhanden, vertritt die Gesellschaft in allen Rechtsstreitigkeiten im Namen der Gesellschaft.

Titel V. - Aufsicht

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Rechnungskommissare beaufsichtigt. Rechnungskommissare werden durch die Generalversammlung der Aktionäre oder den Einzelaktionär, im gegebenen Falle, ernannt, welche(r) auch die Anzahl der Rechnungskommissare, ihre Entschädigung und die Dauer ihrer Bestellung, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, bestimmt.

Titel VI. - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung wird am 2. Dienstag des Monats Mai um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, statt.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Alle außerordentlichen Generalversammlungen finden ebenfalls in Luxemburg statt.

Die Generalversammlung kann wirksam Beschlüsse fassen, wenn die einfache Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre auf einer jährlichen oder außergewöhnlichen Generalversammlung zustimmt, es sei denn, das Gesetz oder diese Satzung sehen andere Mehrheits- und Quorumserfordernisse vor.

Titel VII. - Geschäftsjahr - Gewinnverwertung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 15. Nach Abzug jeglicher Ausgaben der Gesellschaft und Amortisierungen, weist die Bilanz der Gesellschaft ihren Nettogewinn aus.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht hat. Sollte die gesetzliche Rücklage unter diesen Wert sinken, muss die zwangsweise Abführung wieder aufgenommen werden bis die gesetzliche Rücklage wieder vollständig aufgefüllt ist.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär, wie vorhanden, frei verfügen.

Titel VIII. - Auflösung - Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre oder des Einzelaktionärs aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse und die Entschädigung des bzw. der Liquidatoren.

Titel IX. - Allgemeine Vorschriften

Art. 17. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzungen geregelt werden, unterliegen den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.
2. Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2014 statt.
3. Ausnahmsweise kann der erste Vorsitzende und Delegierte des Verwaltungsrates durch eine Beschlussfassung des Alleingeschafters ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden alle Aktien durch der alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „FINCONSEIL S.A.“, vorgenannt und vertreten wie hiervor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von einhundert fünfundzwanzig tausend Euro (125.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr zweitausend Euro (2.000,- EUR).

Beschlussfassung der alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat die erschienene Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6850 Manternach, 18, Syrdallstroos.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf einen (1), und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.
3. Wie laut den gesetzlichen Bestimmungen und der vorliegenden Satzung erlaubt, wird Herr Raymond HENSCHEN, Maître en sciences économiques., geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 17. Januar 1955, wohnhaft in L-2241 Luxemburg, 20, rue Tony Neuman, zum Alleinverwalter ernannt und übt die Befugnisse, welche dem Verwaltungsrat zufallen, aus.
4. Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FIDUPLAN S.A.“, mit Sitz in L-1635 Luxemburg, 87, allée Leopold Goebel, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 44563, wird zum Kommissar ernannt.
5. Die Mandate des Alleinverwalters und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2019.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den gesetzlichen Vertreter der erschienenen Partei, qualitate qua, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: R. HENSCHEN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. LAC/2013/41805. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134420/211.

(130163473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Combeck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8523 Beckerich, 25, Dikrecherstroos.

R.C.S. Luxembourg B 107.049.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le six septembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Roger PARRIES, employé privé, né le 23 novembre 1957 à Luxembourg, demeurant à 25, Dikrecherstroos (anciennement: 18, route d'Arlon), L-8523 Beckerich,

ci-après nommée "l'associé unique".

Lequel comparant a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dénommée COMBECK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social à 25, Dikrecherstroos (anciennement: 18, route d'Arlon), L-8523 Beckerich, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.049, a été

constituée suivant acte reçu par le notaire Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch en date du 24 septembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 903 du 14 décembre 1998.

Que le capital social de la Société est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit Cent (EUR 12.394,68) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros soixante-dix-huit Cent (EUR 24,78.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Que le soussigné est le seul propriétaire de toutes les parts sociales représentant l'intégralité du capital social de COMBECK S.à.r.l..

Que l'associé unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

Que l'associé unique, se désigne comme liquidateur de la Société.

Que l'associé unique est investi de tout l'actif et par rapport au passif actuel ou inconnu à la date de ce jour, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif.

Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par Mr Pascal FIEDLER, comptable, demeurant au 7, rue Paul Eyschen à L-5651 Mondorf-les-Bains, désigné "commis-saire à la liquidation";

Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat.

Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans à L-8523 Beckerich, 25, Dikrecherstrooss (anciennement:18, route d'Arlon).

Que l'associé unique est autorisé à faire toutes déclarations d'impôts, notification au Registre de Commerce ou tous autres documents nécessaires ou utiles à la clôture de la liquidation.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Parries et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41186. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134672/51.

(130164201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Terra Project S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 51.088.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013135087/9.

(130164265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

SLB Brazil Econology Fund S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 171.429.

L'an deux mille treize, le cinq septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme "SLB Brazil Econology Fund S.A. SICAR" (ci-après la «Société»), avec siège social à L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 171429, et constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 6 septembre 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 2405 du 27 septembre 2012.

A comparu:

SLB S.à r.l, une société de droit français, ayant son siège social à 6, rue du Château, F-50160 Torgny-sur-Vire (France), ici représentée par Monsieur Benoît Duvieusart, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'actionnaire unique, dûment représenté, a déclaré et a prié le notaire instrumentaire d'acter les résolutions qui suivent:

Première résolution

Lors de la constitution de la Société, il a été décidé dans les Dispositions transitoires de clôturer le premier exercice social (commencé le 6 septembre 2012) au trente et un décembre 2013.

Lors des modifications du prospectus de la SICAR, l'accord de la CSSF a été obtenu à reporter la clôture du premier exercice social au 31 décembre 2013.

L'actionnaire unique décide donc par les présentes de modifier rétroactivement les Dispositions transitoires arrêtées dans l'acte de constitution comme suit:

«Transitional provision

The first fiscal year of the Company shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.»

Suit la traduction française:

«Disposition transitoire

Le premier exercice de la Société débutera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2013.»

Deuxième résolution

L'actionnaire unique a décidé de supprimer la dernière phrase de l'article 7.6 des statuts.

Troisième résolution

L'actionnaire a décidé de modifier la dernière phrase de l'article 9.1 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two directors or by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors. Within the limit of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person to whom such power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation. »

Suit la traduction française:

«La Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites de cette délégation.»

Quatrième résolution

L'actionnaire unique a décidé de remplacer dans les statuts, l'expression «Private Placement Memorandum» ou «Memorandum de placement privé» ou encore «PPM» par le mot «Prospectus».

Cinquième résolution

L'actionnaire unique prend acte de la démission de M. Sylvain Féraud de son mandat d'administrateur, avec effet au 31 juillet 2013, et décide de prolonger la durée des mandats des autres administrateurs, à savoir Messieurs Stéphane Ledentu, Daniel Van Hove et Yves Speeckaert, jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide également de prolonger la durée du mandat du réviseur d'entreprises agréé, à savoir Ernst & Young S.A., jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. DUVIEUSART et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41416. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134476/69.

(130163301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

**Amura S.à r.l., en liquidation, Société à responsabilité limitée,
(anc. Avanza S.à r.l.).**

Capital social: EUR 544.252,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.744.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of September.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

DHC Luxembourg V S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg (the "RCS") under the number B 123.613 (the "Sole Shareholder"),

represented by Mr. Quentin DE NEVE DE RODEN, professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, acting in his capacity as representative of the liquidator, by virtue of a power of attorney, given on September 18th 2013.

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

- being the Sole Shareholder of Avanza S.à r.l., in liquidation (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office in 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 123.744, initially incorporated under the name "DH Andrew S.à r.l." by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, on 27 December 2006, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations ("Memorial") number 458 of 27 March 2007, whose Articles of Association of the Company have been lastly amended by a deed of the undersigned notary, residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg), on 22 August 2013, in process of publication in the 'Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations'.

The appearing party, represented through its proxy, declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

1. Change of the Company's name into "Amura S.à r.l., in liquidation";
2. Amendment of Article 1 of the Articles of Association;
3. Miscellaneous.

First resolution:

The Sole Shareholder has resolved to change the Company's name into "Amura S.à r.l., in liquidation" with effect as of today's date.

Second resolution:

Following the above resolution, the Sole Shareholder has resolved to amend article 1 of the Articles of Association as follows:

" **Art. 1.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Amura S.à r.l., in liquidation" (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately nine hundred euros (EUR 900.-)

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. Upon request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing party, the said party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huit septembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

A COMPARU

DHC Luxembourg V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 28, boulevard Royal L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 123.613 (l'«Associé Unique»),

Représentée par Monsieur Quentin DE NEVE DE RODE, demeurant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en sa qualité de mandataire du liquidateur, en vertu d'une procuration signée en date du 18 septembre 2013.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Etant l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée Avanza S.à r.l., en liquidation (la «Société»), ayant son siège social à 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 123.744, constituée originairement sous la dénomination sociale «DH Andrew S.à r.l.» suivant acte reçu en date du 27 décembre 2006 par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «RCS») avec le numéro 458 daté du 27 mars 2007, dont les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié reçu par le notaire instrumentant, de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 août 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient la totalité des parts sociales émises par la Société, de sorte que les décisions peuvent être prises valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination de la Société en "Amura S.à r.l., en liquidation";
2. Modification de l'article 1 des statuts;
3. Divers.

Première résolution:

L'Associé Unique a décidé de changer la dénomination de la Société en "Amura S.à r.l., en liquidation" avec effet à la date de ce jour.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution ci-dessus, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 1 des statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est établi par les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires de parts sociales émises après l'entrée en vigueur de la présente, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Amura S.à r.l., en liquidation" (la «Société»). La société sera régie par les présents statuts et la législation afférente.»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge suite au présent acte, est estimé approximativement à la somme de neuf cents Euros (EUR 900.-).

Le notaire soussigné, qui a la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Q. DE NEVE DE RODEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 19 septembre 2013. Relation: DIE/2013/11383. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134615/103.

(130164283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Anglo Securities Vancouver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 180.325.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of September.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned

THERE APPEARED:

Anglo Securities Luxembourg S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, in course of registration at the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, private employee, with professional address in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal,

The power of attorney, after signature "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Anglo Securities Vancouver S.à r.l." (the Company). The Company, a family owned company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office. Without prejudice to the exercise by the Company of any of its statutory powers:

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. Subject to Article 11 the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.2. Subject to Article 11.3 the Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.3. Subject to Article 11.3 the Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) class A of ordinary shares (the Class A Shares) in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Share Transfers.

6.1. Upon notification of the transfer of shares to the Company made in accordance with these Articles (to the extent applicable), the managers or any other person authorised to bind the Company in accordance with Article 11.3 shall register promptly any transfer of shares in the register of shareholders of the Company and file a notice of the transfer of the Shares with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg, in order to make the transfer of the Shares enforceable vis-à-vis third parties and publish such notice of transfer in the Luxembourg official gazette, in accordance with applicable provisions of the Law.

6.2. A transfer of shares is not permitted if the transfer is in favour of a person under the age of 18, a Bankrupt or a Patient.

Art. 7. Permitted Transfers.

7.1. As a family owned Company, shares in the Company shall be transferred only to existing shareholders or to family heirs or to successor family trustee shareholders but subject to the provisions of the Articles and of the Law, any shares may at any time be transferred by any shareholder to any person, with the prior written consent of all of the other shareholders, subject to the fulfilment of any conditions on the basis of which any such consent is given.

Art. 8. Share Transfer Restrictions.

8.1. The right to transfer or dispose of shares or any interest in them shall (save in respect of transfers made pursuant to Article 7.1) be subject to the restrictions set out in this Article 8 and in the Law.

8.2. Before transferring, or disposing of, any shares (or any interest in shares) the Transferor shall serve a Transfer Notice on the Company specifying the number of shares in question, and the Transfer Notice shall constitute the Company as his agent for the sale of those shares to any shareholder or shareholders. Except as provided in this Article, a Transfer Notice once given or deemed to be given shall not be revocable except with the consent of the board of managers.

8.3. Forthwith following receipt of a Transfer Notice, the board of managers of the Company (except the Transferor, if a manager, and other than any manager who is a relative of the Transferor or who is a spouse or civil partner of the Transferor or of any such relative) shall seek to agree the Prescribed Price with the Transferor. In the event that the Prescribed Price is not agreed within 14 days of receipt of the Transfer Notice by the Company, the Prescribed Price shall be the price determined by the Company's auditor(s) (at the request and at the expense of the Company), acting as experts and not as arbitrators, on the following basis:

(i) by determining the market value which is in the opinion of the auditors the amount which a willing purchaser would offer to a willing vendor at arm's length for all of the Sale Shares as at the date of receipt of the Transfer Notice by the Company (or, as the case may be, the date on which the Transfer Notice is deemed to be given) taking into account all relevant rights and restrictions attached to any such shares and (for the avoidance of doubt) reflecting any appropriate minority discount;

(ii) by dividing the resultant figure by the number of Sale Shares.

8.4. If the auditor(s) decline to act, if the if the Company has not appointed an auditor, or if the Transferor objects to the price determined by the auditor(s), the Prescribed Price shall be the price determined by an experienced valuer (the Valuer) nominated by a majority of the shareholders on the application of the Company and appointed by, and at the expense of, the Company. The Valuer shall act as expert and not as arbitrator and shall determine the Prescribed Price on the same basis as required of the Company's auditor(s) under Article 8.3. The fees of the Valuer shall be paid by the Company and the Company shall procure that the Valuer is given all such assistance and access to all such information in its possession or control as the Valuer may reasonably require in order to determine the Prescribed Price.

8.5. The determination of the Prescribed Price by the auditor(s) or, as the case may be, the Valuer shall, in the absence of manifest error, be final and binding on the Company and the Transferor.

8.6. The Sale Shares shall, within 14 days following agreement or determination of the Prescribed Price, be offered by the Company to each shareholder (other than the Transferor and any Excluded Person) for purchase at the Prescribed Price. All offers shall be made by notice in writing and shall limit a time (being between 30 and 42 days inclusive) within which the offer must be accepted or, in default, will be deemed to have been declined. A copy of such offers shall at the same time be sent by the Company to the Transferor.

8.7. The Company shall offer the Sale Shares on the following basis:

(i) if there is more than one shareholder to whom an offer is to be made, the Sale Shares shall be offered to such shareholders in proportion as nearly as may be to the number of shares they hold, and the board of managers' decision as to the number of shares which shall be "in proportion as nearly as may be to the number of shares they hold" shall be conclusive;

(ii) any shareholder to whom Sale Shares are offered may accept all or some only of the Sale Shares offered to him;

(iii) each shareholder to whom the offer is made (if more than one) shall be invited to indicate whether, if he accepts the number of Sale Shares offered to him pursuant to Article 8.7 (i), he wishes to purchase any Sale Shares offered to other shareholders in the same offer which they decline to accept (such Sale Shares being referred to as "excess shares"), and if so the maximum number which he wishes to purchase;

(iv) if there are any excess shares they shall be allocated between the shareholders who have indicated that they wish to purchase excess shares. The Company will be permitted to purchase all or part of excess shares in accordance with the provisions of Luxembourg law. If the number of excess shares available is insufficient the excess shares shall be allocated between the shareholders seeking to purchase them as follows:

(i) any shareholder who has sought to purchase no more than his proportionate entitlement of excess shares (calculated by reference to the proportion of the total holdings of shares of shareholders seeking to purchase excess shares represented by that shareholder's holding) shall be allocated all the excess shares he sought to purchase; and

(ii) any shareholder or shareholders who sought to purchase more than their proportionate entitlement shall have the number of excess shares applied for scaled down and (if more than one) in proportion to their respective holdings of shares.

8.8. Subject to the provisions of Article 8.7, the Purchasers shall be bound to purchase the Sale Shares allocated to them under the provisions of that Article at the Prescribed Price.

8.9. Not later than seven days following the expiration of the Acceptance Period the Company shall give written notice to the Transferor stating either:

(i) if it is the case, that no shareholder has sought to purchase any of the Sale Shares; or, otherwise

(ii) the number of Sale Shares which shareholders have sought to purchase, giving the name and address of each Purchaser and the number of Sale Shares to be purchased by him.

8.10. In the event that the Transferor is given notice under Article 8.9(ii) the Transferor shall be bound, on payment of the Prescribed Price, to transfer the shares in question to the respective Purchasers. The sale and purchase shall be registered in the register of shareholders of the Company during normal business hours on the first business day after the expiry of 14 days from the date of service of notice under Article 8.9(ii).

8.11. Subject to the Articles and to the Law, the Transferor may transfer Sale Shares to any person or persons in the following circumstances:

(i) if the Company shall fail within the Acceptance Period to find a Purchaser or Purchasers for any of the Sale Shares, the Transferor may transfer all or any of the Sale Shares;

(ii) if the Company shall within the Acceptance Period find a Purchaser or Purchasers for some (but not all) of the Sale Shares, the Transferor may transfer all or any of the Sale Shares for which no Purchaser has been found;

subject to the following restrictions:

(i) shares may not be sold after the expiry of three months after the date on which notice is given under Article 8.9;

(ii) the shares must be sold on a bona fide sale at a price not being less than the Prescribed Price; the board of managers may require to be satisfied that the shares are being transferred in pursuance of a bona fide sale for the consideration stated in the instrument of transfer without any deduction, rebate or allowance whatsoever to the purchaser;

(iii) no shares may be transferred, or disposed of, pursuant to this Article 8.11 by any person who is an Excluded Person unless the board of managers resolves to approve such transfer or disposal.

8.12. For the purpose of ensuring that a transfer of shares is duly authorised under these Articles or that no circumstances have arisen by reason of which a Transfer Notice may be required to be given, the board of managers may from time to time require any shareholder or past shareholder or any person named as transferee in any instrument of transfer lodged for registration to provide to the Company such information as the board of managers reasonably think fit regarding any matter which they consider relevant. If such information is not provided to the reasonable satisfaction of the board of managers within a reasonable time after request, the managers shall be entitled to require by notice in writing that a Transfer Notice be given in respect of the shares concerned. If the information discloses (in the reasonable opinion

of the board of managers) that a Transfer Notice ought to have been given in respect of any shares the board of managers may by notice in writing require that a Transfer Notice be given in respect of the shares concerned.

8.13. Reference in Article 8.12 to a shareholder or past shareholder includes the personal representatives, trustee in bankruptcy, receiver or liquidator of any shareholder and any deputy.

8.14. For the avoidance of doubt, references in this Article 8 to disposing of Shares or any interest in them will include a transmission of Shares (or any interest in them) by reason of bankruptcy of a member or otherwise by operation of law. The board of managers must require a Transfer Notice to be given in respect of any Shares, in accordance with Article 8.12, if there has been a transmission of such Shares (or any interest in them) which was not in accordance with the provisions of Articles 6 to 8 in respect of share transfers.

8.15. In any case where the board of managers may require a Transfer Notice to be given in respect of any shares, if a Transfer Notice is not duly given within a period of 14 days of demand being made, a Transfer Notice shall, except and to the extent that a duly executed instrument of transfer of any such shares in favour of a person to whom they may be transferred pursuant to Article 7.1 shall have been lodged prior to the expiration of that period, be deemed to have been given at the expiration of that period.

8.16. The restrictions imposed by this Article may be waived in relation to any proposed transfer of shares with the consent of all shareholders who would otherwise have been entitled to have such shares offered to them in accordance with Article 8.7 subject to the applicable provisions of the Law.

8.17. Shares may not be transmitted by reason of death to non-members except with the approval of all of the surviving shareholders as mentioned in article 7.

8.18. In any case, the beneficiary of the transfer including heirs compulsorily entitled to a portion of the estate and the surviving spouse, will be deemed to have sent a Transfer Notice to the board of managers of the Company within 30 days after the death of the shareholder.

8.19. The remaining shareholders of the Company benefit from a preemptive right equivalent to the procedure described in articles 8.3 to 8.16, article 8.14 being excluded. Until the expiry of the Acceptance Period the rights attached to the Sale Shares are suspended.

Art. 9. Shares.

9.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

9.2. A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

9.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

9.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 10. Appointment and Removal of managers.

10.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

10.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 11. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

11.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object and these Articles.

(ii) The Board may by unanimous resolution delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

11.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg. A meeting will only be validly held if all managers are present in person in Luxembourg, attend by electronic participation or attend in Luxembourg by representation of a delegated power of attorney appointed by them in accordance with Art. 11.2 (iv) below.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting or such other person may be appointed as representative under a power of attorney where the attorney and form of such power of attorney are unanimously approved by all managers in advance of such appointment being made.

(v) The Board may only validly deliberate and act if all of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted only by unanimous vote of the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board taking place in Luxembourg with at least a majority of the managers present being in Luxembourg, by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

11.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of three (3) managers or by the joint signatures of two (2) managers if the Board is composed of two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated where written evidence of such delegation is provided.

Art. 12. Sole manager.

12.1. If the Company is managed by a sole manager, the only power of a sole manager shall be the power and authority to co-opt 2 additional managers and to convene or consult in writing with no undue delays the shareholders in view of ratifying (or not) such co-optation under the conditions of article 14.

12.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager but only so far as shall concern the co-optation of additional managers and matters relating thereto.

Art. 13. Liability of the managers.

13.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 14. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

14.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

14.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 15. Sole shareholder.

15.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

15.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

15.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 16. Financial year and Approval of annual accounts.

16.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

16.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

16.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

16.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 17. Auditors.

17.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

17.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 18. Allocation of profits.

18.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

18.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

18.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

- (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation.

19.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

19.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 20. General provisions.

20.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

20.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted and agreed in advance by the Board.

20.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

20.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

VIII. Definitions

Acceptance Period: the period during which an offer made under Article 8.6 is open for acceptance;

Bankrupt: a person or entity subject to a petition of bankruptcy (faillite), composition with creditors (concordat), suspension of payments (sursis de paiement), controlled management (gestion contrôlée), or to the appointment of a temporary administrator (administrateur provisoire) and to any similar Luxembourg or foreign proceedings affecting the rights of creditors generally

Excluded Person: any shareholder who may be required by the board of managers to give a Transfer Notice under Article 8.12 (and so that such member shall be an Excluded Person throughout such time as the board of managers may require a Transfer Notice to be given, but not thereafter);

Patient: a person who lacks capacity as defined in articles 490 and seq. of the Luxembourg Civil Code;

Prescribed Price: the price per Sale Share agreed or determined pursuant to Articles 8.3 to 8.4;

Purchaser: a purchaser of Sale Shares pursuant to Articles 7 or 8;

Sale Shares: all shares comprised in a Transfer Notice;

"shares": ordinary shares in the share capital of the Company irrespective of their class;

Transfer Notice: a written notice served or deemed to be served by a member on the Company in accordance with Article 8.2.

Transferor: a shareholder who has given a Transfer Notice or who is deemed to have given a Transfer Notice;

"transfer" shall, unless the context otherwise requires, include:

- (i) a sale, transmission, or other disposal of any legal or equitable interest in a share; and
- (ii) any renunciation or other direction by a member entitled to an allotment or transfer of shares that such shares be allotted, issued or transferred to another person;

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder Anglo Securities Luxembourg S.à r.l., represented as stated above, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) for the corporate capital is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,250.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Paul HARVEY, company director, born in Plymouth, on the 20th of December 1972, residing at La Grange, Le Cabot Farm, La Rue a don, Grouville, Jersey JE3 9GD; and
- Mr. Cornelius BECHTEL, company director, born in Emmerich, on the 11th of March 1968, residing at 38 Rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, known to the officiating notary, by name, surname, civil status and residence, he signed the deed together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre,

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

«Anglo Securities Luxembourg S.à r.l.», une société constituée de par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, avec adresse professionnelle à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Anglo Securities Vancouver S.à r.l.» (la «Société»). La Société, une société familiale, est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social. Sous réserve de l'exercice par la Société de ses pouvoirs légaux:

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.2. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.3. Sous réserve de l'Article 11.3, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales de Classe A) sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Transferts de parts sociales.

6.1. Dès la notification du transfert des parts sociales à la Société faite en conformité avec ces Statuts (dans la mesure applicable), les gérants ou toute autre personne autorisée à engager la Société en conformité avec l'Article 11.3 doit inscrire sans tarder tout transfert de parts sociales dans le registre des associés de la Société et déposer un avis de transfert des parts sociales auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, afin de rendre le transfert des parts sociales exécutoire vis-à-vis des tiers et de publier cet avis de transfert au Journal Officiel de Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), conformément aux dispositions applicables de la Loi.

6.2. Un transfert de parts sociales n'est pas autorisé si le transfert est en faveur d'une personne âgée de moins de 18 ans, d'un Failli ou d'un Patient.

Art. 7. Transferts Autorisés.

7.1. En tant que Société familiale, les parts sociales de la Société ne pourront être transférées qu'à des associés existants ou à leurs héritiers ou ayant-droit de ses associés agissant en tant que trustee et ce, sous réserve des dispositions des Statuts et de la Loi, toute part sociale peut être transférée à tout moment par tout associé à toute personne, avec le consentement préalable écrit de tous les autres associés, sous réserve de l'accomplissement de toute condition sur base de laquelle ce consentement est donné.

Art. 8. Restrictions du Transfert de Part Sociale.

8.1. Le droit de transférer ou de céder une part sociale ou tout intérêt de celle-ci (sauf en ce qui concerne les transferts effectués conformément à l'Article 7.1.) est soumis aux restrictions énoncées dans cet Article 8 et dans la Loi.

8.2. Avant de transférer ou de céder toute part sociale (ou tout intérêt de celle-ci), le Cédant doit signifier un Avis de Transfert à la Société précisant le nombre de parts sociales en question, et l'Avis de Transfert devra instituer la Société comme son agent pour la vente de ces parts sociales à tout associé ou associés. Sauf disposition contraire de ce présent article, un Avis de Transfert une fois donné ou réputé avoir été donné ne sera pas révocable sauf avec le consentement du conseil de gérance.

8.3. Immédiatement après la réception d'un Avis de Transfert, le conseil de gérance de la Société (à l'exception du Cédant, si c'est un gérant, et tout autre personne qu'un gérant qui est un parent du Cédant ou qui est le conjoint ou le partenaire civil du Cédant ou de tout autre parent) doit convenir du Prix de Transfert avec le Cédant. Dans le cas où le Prix de Transfert n'est pas déterminé dans les 14 jours qui suivent la réception de l'Avis de Transfert par la Société, le Prix de Transfert sera le prix déterminé par le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises agréés de la Société (à la demande et aux dépens de la Société), agissant en tant qu'experts et non arbitres, sur les bases suivantes:

(i) en déterminant la valeur de marché qui est, de l'opinion des commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés, le montant qu'un acheteur consentant offrirait à un vendeur consentant aux conditions normales du marché pour l'ensemble des Parts Sociales à Vendre à la date de réception de l'Avis de Transfert par la Société (ou, le cas échéant, la date à laquelle l'Avis de Transfert est réputé avoir été donné), en tenant compte de tous les droits pertinents et restrictions attachées à ces parts sociales et (pour éviter tout doute), reflétant une décote minoritaire appropriée.

(ii) en divisant le chiffre obtenu par le nombre de Parts Sociales à Vendre.

8.4. Si les commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés refusent d'agir ou si la Société n'a pas nommé de commissaire aux comptes ou si le Cédant n'est pas d'accord avec le prix déterminé par les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés, le Prix de Transfert sera le prix déterminé par un expert (l'Expert) nommé par une majorité des associés sur la demande de la Société et nommé par et au dépens de la Société. L'Expert doit agir comme expert et non comme arbitre et doit déterminer le Prix de Transfert sur la même base que celle requise pour les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises agréés en vertu de l'article 8.3. Les honoraires de l'Expert seront payés par la Société et la Société devra s'assurer qu'il est donné à l'Expert toute l'assistance dont il a besoin ainsi que l'accès à toutes les informations qu'elle détient et tout contrôle que l'Expert peut raisonnablement exiger afin de déterminer le Prix de Transfert.

8.5. La détermination du Prix de Transfert par le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseur(s) d'entreprises agréés ou, le cas échéant, l'Expert, sera, en l'absence d'erreur manifeste, finale et engagera la Société et le Cédant.

8.6. Les Parts Sociales à Vendre, dans les 14 jours suivant l'accord ou la détermination du Prix de Transfert, seront offertes par la Société à chaque associé (autre que le Cédant et que toute autre Personne Exclue) pour achat au Prix de Transfert. Toutes les offres seront faites par avis écrit et seront limitées dans le temps (entre 30 et 42 jours inclus) pendant lequel l'offre doit être acceptée or, à défaut, sera réputée avoir été déclinée. Une copie de ces offres sera au même moment envoyée par la Société au Cédant.

8.7. La Société offrira les Parts Sociales à Vendre sur la base suivante:

(i) s'il y a plus d'un associé auquel une offre doit être faite, les Parts Sociales à Vendre seront offertes à ces associés proportionnellement autant que possible du nombre de parts sociales qu'ils détiennent, et la décision du conseil de gérance quant au nombre de parts sociales qui doivent être «en proportion autant que possible du nombre de parts sociales qu'ils détiennent» sera irréfutable.

(ii) tout associé auquel des Parts Sociales à Vendre sont offertes peut les accepter toutes ou seulement une partie de celles qui lui sont offertes;

(iii) chaque associé à qui l'offre est faite (s'il y en a plus d'un) sera invité à indiquer, s'il accepte le nombre de Parts Sociales à Vendre qui lui est offert en conformité avec l'Article 8.7 (i), s'il désire acheter toutes les Parts Sociales à Vendre offertes aux autres associés dans la même offre que ces derniers refusent d'accepter (ces Parts Sociales à Vendre étant désignées comme des «parts sociales excédentaires»), et le cas échéant le nombre maximum qu'il souhaite acheter.

(iv) les parts sociales excédentaires, le cas échéant, seront affectées entre les associés qui ont indiqué leur souhait de racheter ces parts sociales excédentaires. La Société sera autorisée à acheter tout ou partie des parts sociales excédentaires en conformité avec les dispositions de la législation luxembourgeoise. Si le nombre de parts sociales excédentaires disponible est insuffisant, celui-ci sera affecté entre les associés cherchant à les acheter comme suit:

(i) tout associé qui n'a cherché à acheter que son droit proportionnel de parts sociales excédentaires (calculé par référence à la proportion de la participation totale des parts sociales des associés cherchant à acheter les parts sociales excédentaires représentée par la participation de cet associé) se verra affecter la totalité des parts sociales excédentaires qu'il a cherché à acheter; et

(ii) tout associé ou associés qui ont cherché à acheter plus que leur droit proportionnel auront le nombre de parts sociales excédentaires appliqué revu à la baisse (si plus d'un) en proportion de leurs participations respectives de parts sociales.

8.8. Sous réserve des dispositions de l'Article 8.7, les Acheteurs seront tenus d'acheter les Parts Sociales à Vendre qui leur sont allouées en vertu des dispositions de cet Article au Prix de Transfert.

8.9. Au plus tard sept jours après l'expiration de la Période d'Acceptation, la Société doit donner un avis écrit au Cédant indiquant soit:

(i) le cas échéant, qu'aucun associé n'a cherché à acheter les Parts Sociales à Vendre ou, autrement;

(ii) le nombre de Parts Sociales à Vendre que les associés ont cherché à acheter, indiquant le nom et l'adresse de chaque Acheteur et le nombre de Parts Sociales à Vendre qui seront achetées par chacun d'eux.

8.10. Dans le cas où il est donné un avis au Cédant conformément à l'Article 8.9 (ii), le Cédant sera tenu, au paiement du Prix de Transfert, de transférer les parts sociales en question aux Acheteurs respectifs. La vente et l'achat seront enregistrés dans le registre des associés de la Société pendant les heures normales de travail du premier jour ouvrable après l'expiration de 14 jours à compter de la date de signification de l'avis prévu à l'Article 8.9(ii).

8.11. Sous réserve des Statuts et de la Loi, le Cédant peut transférer les Parts Sociales à Vendre à toute personne ou personnes dans les circonstances suivantes:

(i) si la Société échoue dans la Période d'Acceptation, à trouver un Acheteur ou des Acheteurs pour toutes Parts Sociales à Vendre, le Cédant peut céder tout ou une partie des Parts Sociales à Vendre;

(ii) si la Société, dans la Période d'Acceptation, trouve un Acheteur ou des Acheteurs pour quelques Parts Sociales à Vendre (mais pas pour toutes), le Cédant peut céder tout ou une partie des Parts Sociales à Vendre pour lesquelles aucun Acheteur n'a été trouvé;

soumis aux restrictions suivantes:

(i) les parts sociales ne pourront être vendues après expiration de trois mois après la date à laquelle l'avis est donné en vertu de l'Article 8.9;

(ii) les parts sociales doivent être vendues par une vente de bonne foi à un prix qui ne sera pas inférieur au Prix de Transfert, le conseil de gérance pouvant exiger la preuve que les parts sociales ont été transférées en vertu d'une vente de bonne foi pour une contrepartie prévue dans l'acte de transfert, sans aucune réduction, rabais ou indemnité que ce soit pour l'acheteur,

(iii) aucune part sociale ne peut être transférée ou cédée, conformément au présent Article 8.11, par toute personne qui est une Personne Exclue à moins que le conseil de gérance décide d'approuver un tel transfert ou une telle cession.

8.12. Afin de s'assurer que le transfert de parts sociales est dûment autorisé en vertu de ces Statuts et qu'aucune circonstance n'a surgi en raison de laquelle un Avis de Transfert aurait été requis, le conseil de gérance peut à tout moment requérir de tout associé ou ancien associé ou de toute personne nommée à titre de cessionnaire qu'il fournisse tout instrument de transfert déposé pour enregistrement à la Société ainsi que toute information que le conseil de gérance

jugera raisonnablement adaptée concernant toute question qu'il estimera utile. Si cette information n'est pas fournie à la satisfaction raisonnable du conseil de gérance dans un délai raisonnable suivant sa demande, les gérants sont en droit d'exiger par avis écrit qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard des parts sociales concernées. Si l'information divulguée (de l'avis raisonnable du conseil de gérance) qu'un Avis de Transfert aurait dû être donné à l'égard de toutes parts sociales, le conseil de gérance peut demander par avis écrit qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard des parts sociales concernées.

8.13. La référence à l'article 8.12 à un associé ou ancien associé comprend les représentants personnels, syndic de faillite, receveur ou liquidateur de tout associé et de tout adjoint.

8.14. Afin d'éviter tout doute, les références dans le présent Article 8 de disposer des parts sociales ou de tout intérêt dans celles-ci comprendra la transmission de parts sociales (ou de tout intérêt dans celles-ci) en raison de la faillite d'un membre ou autrement par application de la Loi. Le conseil de gérance doit exiger qu'un Avis de Transfert soit donné à l'égard de toutes parts sociales, conformément à l'Article 8.12, s'il y a eu une transmission de ces parts sociales (ou de l'intérêt de celles-ci) qui n'était pas en conformité avec les dispositions des Articles 6 à 8 en ce qui concerne les transferts de parts sociales.

8.15. Dans tous les cas où le conseil de gérance peut demander qu'un Avis de Transfert soit donné en ce qui concerne toutes parts sociales, si un Avis de Transfert n'est pas dûment donné dans un délai de 14 jours suivant la demande, un Avis de Transfert, sauf et dans la mesure où un acte dûment exécuté de transfert de ces parts sociales en faveur d'une personne à qui elles peuvent être transférées conformément à l'Article 7.1 doit avoir été déposé avant l'expiration de ce délai, est réputé avoir été donné à l'expiration de cette période.

8.16. Les restrictions imposées par le présent Article peuvent être levées en relation avec tout projet de transfert de parts sociales, avec le consentement de tous les associés qui auraient autrement été en droit d'avoir de telles parts sociales qui leur sont offertes conformément à l'Article 8.7, sous réserve des dispositions applicables de la Loi.

8.17. Les parts sociales ne peuvent être transférées en raison de la mort d'un membre à un non-membre qu'avec l'accord de tous les associés survivants tel que mentionné à l'Article 7.

8.18. Dans tous les cas, le bénéficiaire du transfert incluant la réserve héréditaire et l'époux survivant, seront réputés avoir envoyé un Avis de Transfert au conseil de gérance de la Société dans les 30 jours suivant la mort de l'associé.

8.19. Les associés restant de la Société bénéficient d'un droit de préemption tel que décrit aux points 8.3 à 8.16 à l'exception du point 8.14. Les droits attachés aux Parts Sociales à Vendre seront suspendus jusqu'à l'expiration de la Période d'Acceptation.

Art. 9. Parts sociales.

9.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

9.2. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

9.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

9.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 10. Nomination et Révocation des gérants.

10.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

10.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 11. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

11.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social et aux Statuts.

(ii) Le Conseil peut, par une résolution prise à l'unanimité, déléguer des pouvoirs spéciaux et limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

11.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg. Une réunion ne sera valablement tenue que si tous les gérants sont présents en personne à Luxembourg, participent de manière électronique ou participent à Luxembourg par le biais d'un mandataire agissant en vertu d'une procuration conformément à l'Article 11.2 (iv) ci-dessous.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil ou toute autre personne peut être nommée comme mandataire par le biais d'une procuration pour autant que le mandataire ainsi que ladite procuration soient unanimement approuvés par tous les gérants préalablement à cette nomination.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si tous ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil ne sont valablement adoptées qu'à l'unanimité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

11.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de trois (3) gérants, ou par la signature conjointe de deux (2) gérants si le Conseil de Gérance se compose de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués dans l'hypothèse où la preuve écrite de cette délégation est fournie.

Art. 12. Gérant unique.

12.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, le seul pouvoir du Gérant unique sera le pouvoir de coopter 2 gérants supplémentaires et de convoquer ou consulter par écrit sans délais inutiles les Associés en vue de ratifier (ou non) cette cooptation sous les conditions de l'article 14.

12.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique seulement dans la mesure où cela concerne la cooptation de gérants additionnels ou des matières y liées.

Art. 13. Responsabilité des gérants.

13.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 14. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

14.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

14.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée

Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 15. Associé unique.

15.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

15.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

15.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 16. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

16.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

16.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

16.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

16.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 17. Réviseurs d'entreprises.

17.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

17.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

18.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

18.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation.

19.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

19.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 20. Dispositions générales.

20.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

20.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées et agréé préalablement par le Conseil.

20.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

20.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

VIII. Définitions

Acheteur: un acheteur de Parts Sociales à Vendre en conformité avec les Articles 7 ou 8;

Avis de Transfert: un avis écrit signifié ou réputé avoir été signifié par un membre de la Société en conformité avec l'Article 8.2

Cédant: un associé qui a donné un Avis de Transfert ou qui est réputé avoir donné un Avis de Transfert.

Failli: une personne ou une entité sujette à une pétition de faillite, concordat, sursis de paiement, gestion contrôlée ou à la nomination d'un administrateur provisoire et à toutes procédures similaire tant au Luxembourg qu'à l'étranger affectant les droits des créanciers en général;

Parts Sociales à Vendre: toutes les parts sociales comprises dans un Avis de Transfert;

«parts sociales»: parts sociales ordinaires dans le capital social de la Société indépendamment de leur classe;

Patient: une personne qui manque de capacité tel que défini dans les articles 490 et suivants du Code Civil luxembourgeois;

Période d'Acceptation: la période durant laquelle une offre faite conformément à l'Article 8.6 est ouverte pour acceptation;

Personne Exclue: tout associé à qui le conseil de gérance peut requérir de donner un Avis de Transfert conformément à l'Article 8.12 (et donc que ce membre doit être une Personne Exclue tout au long de ce temps pendant lequel le conseil de gérance peut requérir un Avis de Transfert, mais pas par la suite);

le Prix de Transfert: le prix par Part Sociale à Vendre convenu et déterminé en conformité avec les Articles 8.3 et 8.4;

«transfert» comprendra, sauf si le contexte l'indique autrement:

- (i) une vente, transmission ou autre cession de tout intérêt légal équitable dans une part sociale; et
- (ii) toute renonciation ou toute autre direction par un membre ayant droit à une attribution ou un transfert de parts sociales que ces parts sociales soient attribuées, émises ou transférées à une autre personne.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, Anglo Securities Luxembourg S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, et libérées entièrement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.250,- EUR.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Paul HARVEY, directeur de Sociétés, né à Plymouth, le 20 décembre 1972, résidant à La Grange, Le Cabot Farm, La Rue a don, Grouville, Jersey JE3 9GD; et

- Monsieur Cornelius BECHTEL, directeur de Sociétés, né à Emmerich, le 11 mars 1968, résidant au 38 Rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 septembre 2013. Relation GRE/2013/3820. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134575/786.

(130163881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sinal Capital SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 163.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013135021/10.

(130164279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Serem S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 88.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013135043/11.

(130164239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

De Grente Wee S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 165.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013135309/13.

(130164619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.